



Aperçu de la réglementation luxembourgeoise en vigueur en matière d'environnement

**Autorisation selon la loi modifiée du
19 décembre 2008 relative à l'eau**

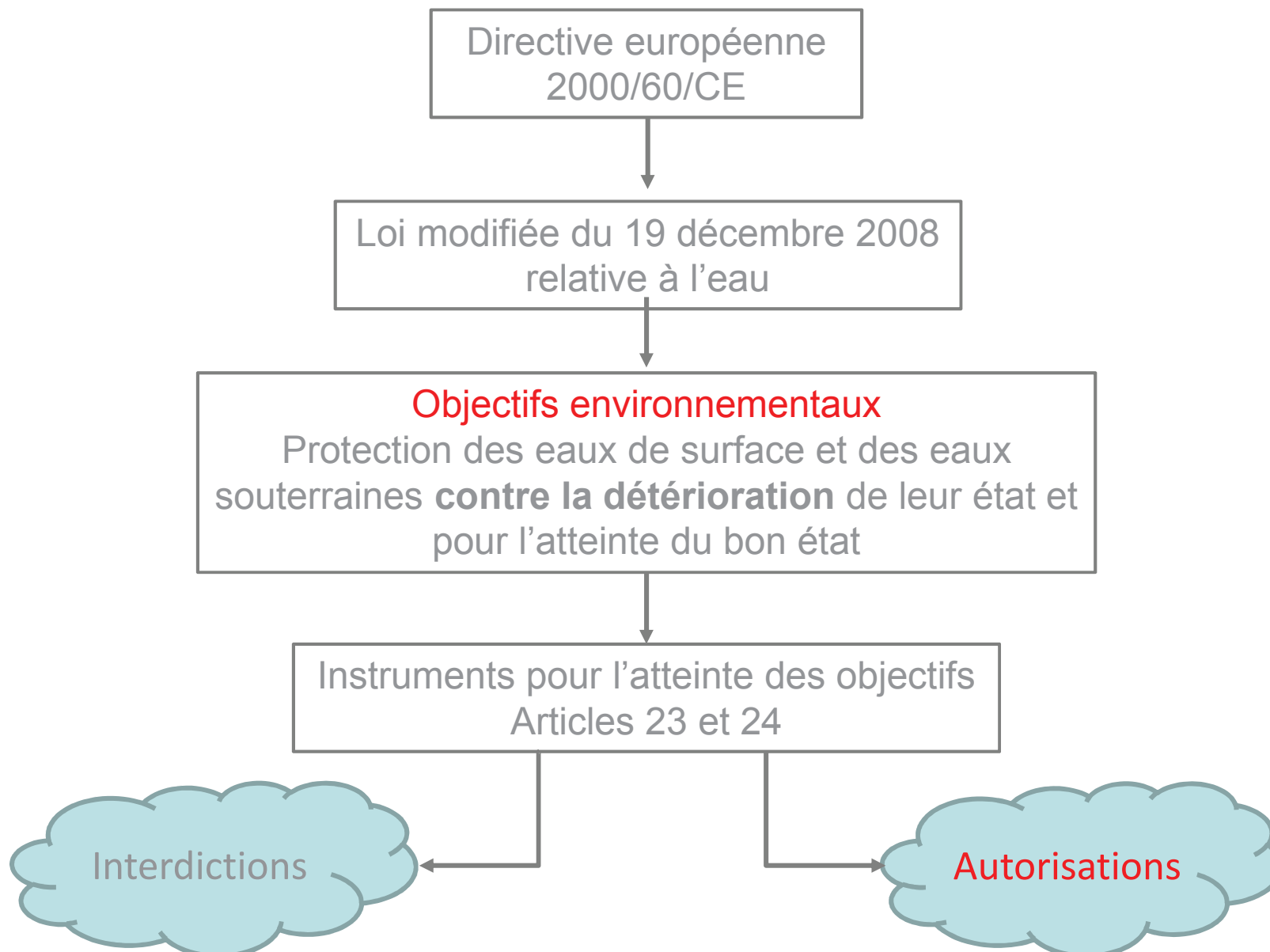
Séance d'information: «Betriber & Umwelt»

1^{er} décembre 2016



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

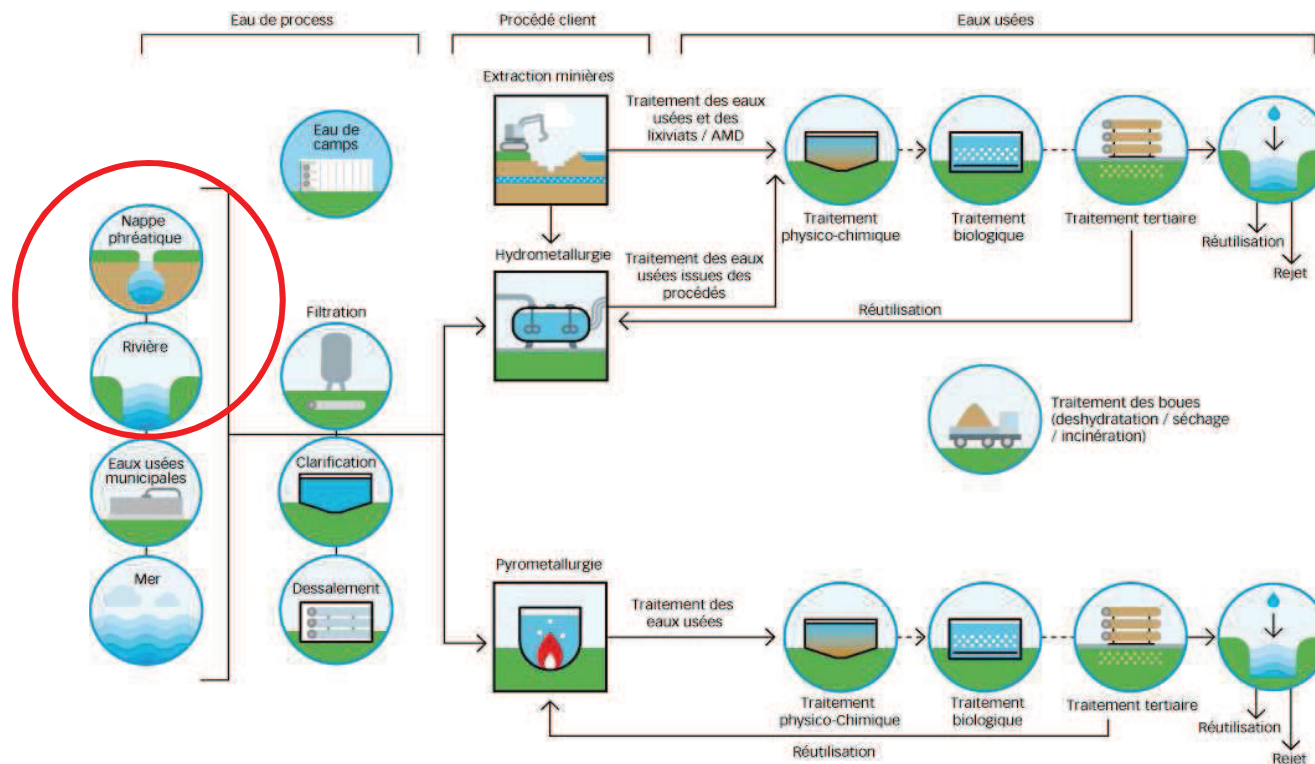




➤ Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

- ✓ Le **prélèvement** d'eau dans les eaux de surface et souterraines ;

Schéma du cycle de l'eau pour une utilisation industrielle, Suez -Degrémont Industry





- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ Toute création d'une communication directe entre les eaux de surface et les eaux souterraines augmentant le potentiel de pollution des eaux souterraines, notamment les **forages** ;
 - ✓ Toute infrastructure de **captage d'eau**, de traitement ou de potabilisation d'eau et de stockage d'eau **destinée à la consommation humaine** ;

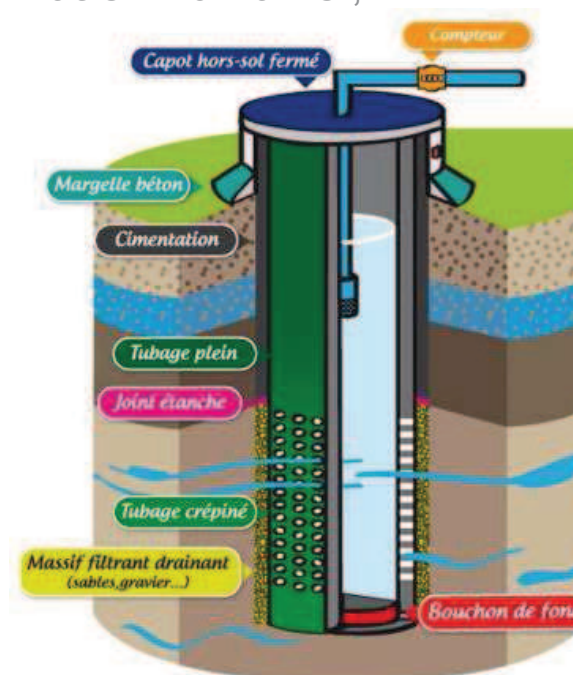


Schéma d'un forage, Syndicat mixte - Roussillon



➤ Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

- ✓ Le **déversement** direct ou indirect d'eau de quelque nature que ce soit dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines, y compris la recharge ou l'augmentation artificielle de l'eau souterraine ;
- ✓ Le **déversement** direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides autres que de l'eau visée au point c) dans les eaux de surface et les eaux souterraines ;

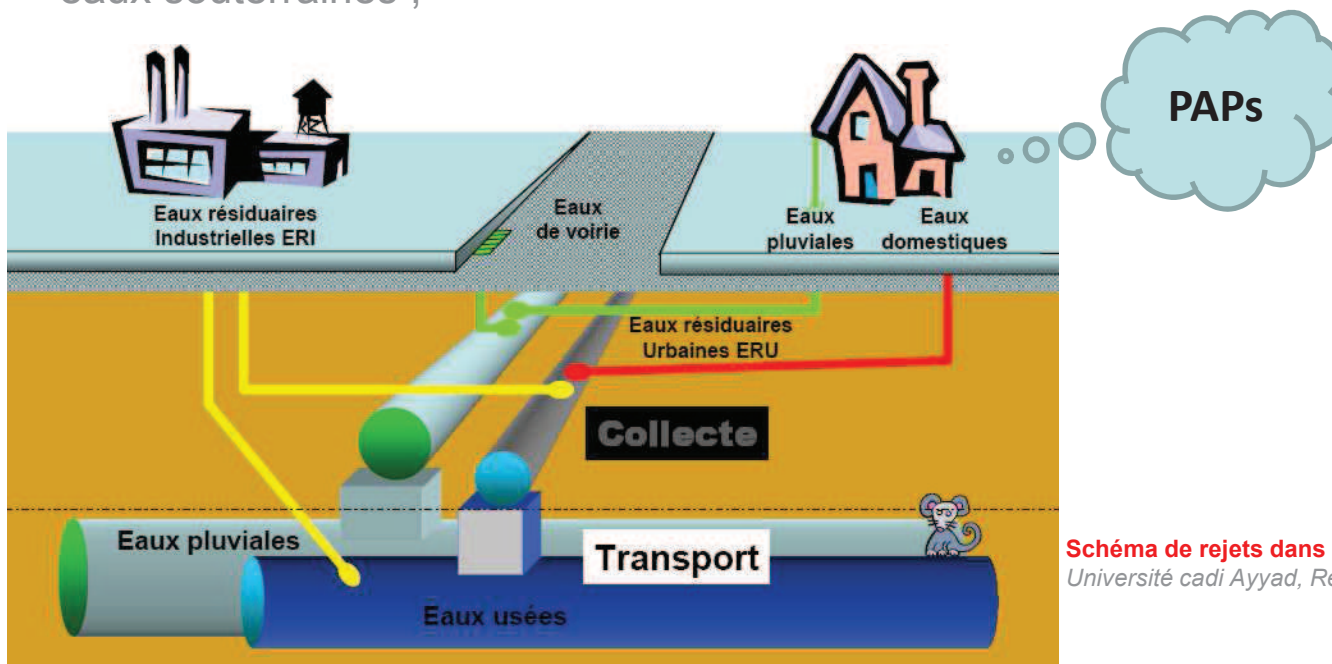


Schéma de rejets dans les canalisations communales,
Université cadi Ayyad, Régie Radeema



- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ La **soustraction d'énergie thermique** à partir des eaux de surface et souterraines ;
 - ✓ Le **rejet d'énergie thermique** vers les eaux de surface et souterraines ;

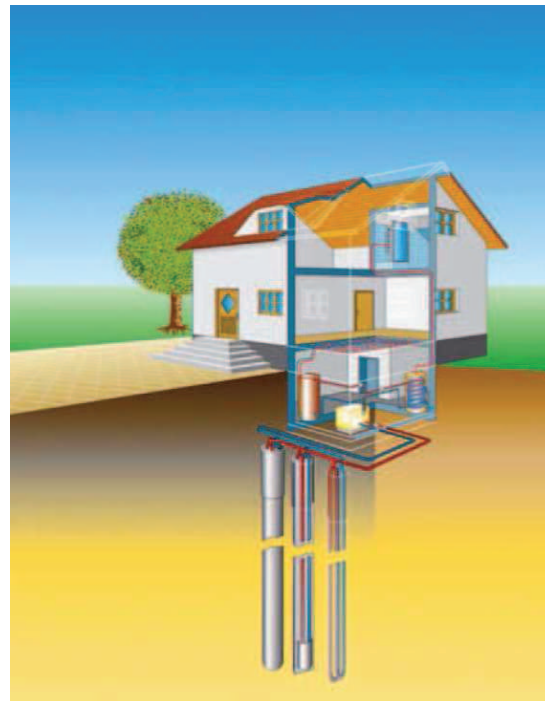


Schéma de forages géothermiques,
Guide MDDI «Oberflächennahe Geothermie in Luxemburg»



- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ Tous travaux, aménagements, ouvrages et installations dans les zones riveraines visées à l'article 26, paragraphe (3) ou dans les **zones inondables** visées aux articles 38 et 39 ;



Photos des inondations au Luxembourg



- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ Les dérivations, les captages, la modification des berges, le redressement du lit des eaux de surface et plus généralement **tous les travaux** susceptibles, soit de **modifier le régime ou le mode d'écoulement des eaux**, soit d'avoir une **influence préjudiciable sur la faune et la flore aquatiques** ;
 - ✓ La **dénudation** des rives de leur **végétation** et notamment l'arrachage des arbres, arbustes et buissons ;



Photo de travaux dans un cours d'eau, BRGM



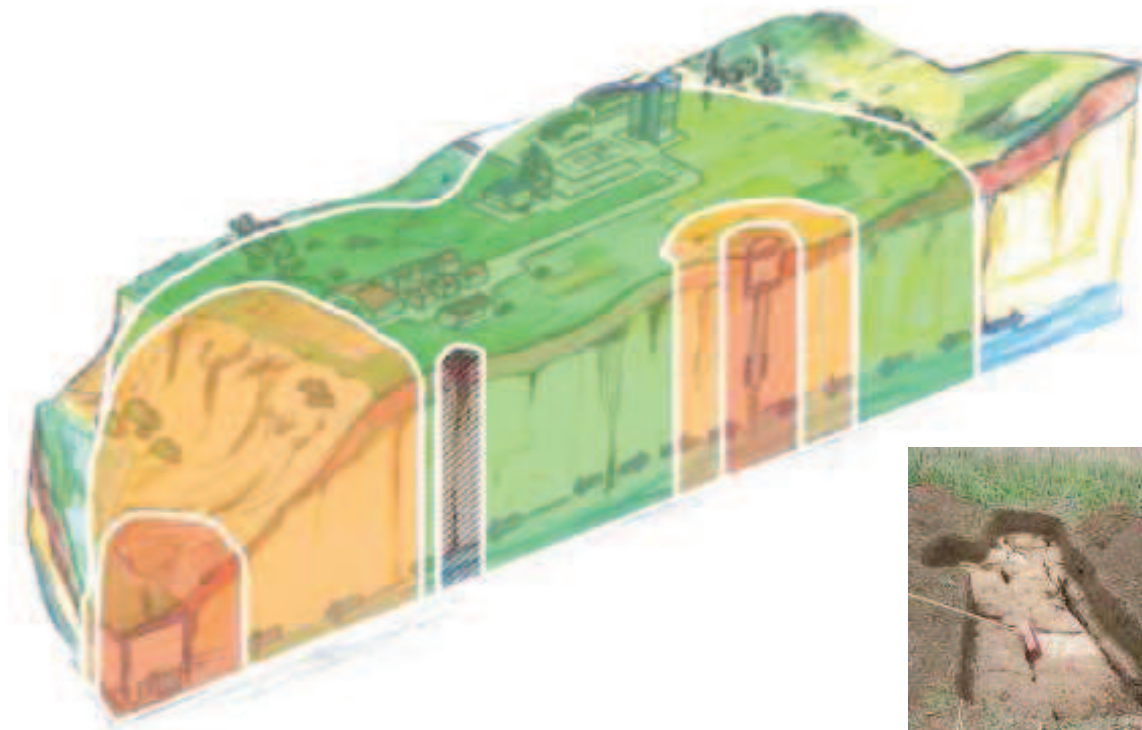
- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ L'aménagement et l'exploitation de **carrières**, mines et de minières



Photo de la carrière de Consthum,
Rinnen Constructions Générales



- Article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
 - ✓ Les installations, ouvrages, dépôts, travaux ou activités à l'**intérieur des zones de protection** conformément aux dispositions de l'article 44 et à l'intérieur des réserves d'eau d'intérêt national au titre de l'article 45.



Délimitation des zones de protection, brochure AGE
«Ausweisung von Trinkwasserschutzgebieten um
Grundwasserfassungen»





➤ Exemples d'activités ou de services soumis à autorisation

- ✓ Centres commerciaux, bâtiment mixte (logement + commerces) ;
- ✓ PAP, Plan d'Aménagement Particulier ;
- ✓ Complexe sportif, centre culturel, piscine, maison relais, école, lycée ;
- ✓ Maison de soins, hôpitaux, laboratoires ;
- ✓ Hall industriel, hall de stockage ;
- ✓ Atelier, garage, station de lavage, station service ;
- ✓ Industries ;
- ✓ Centre de tri, décharge ;
- ✓ Station d'épuration ;

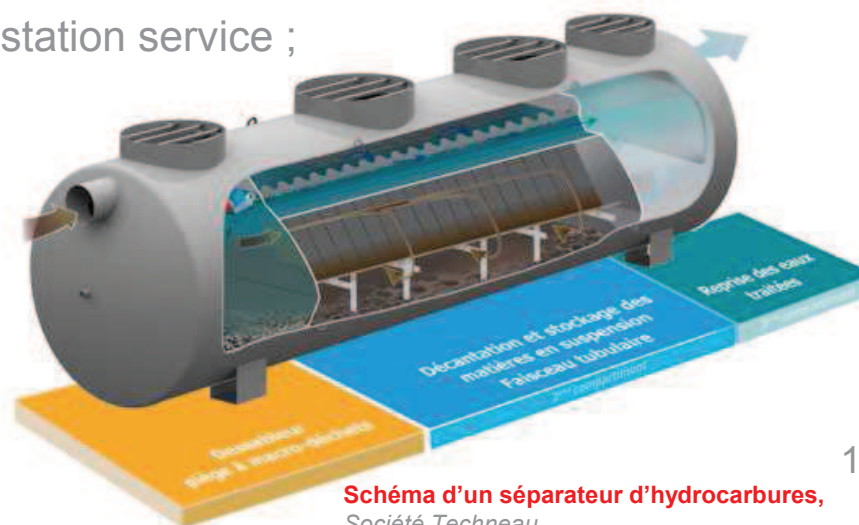
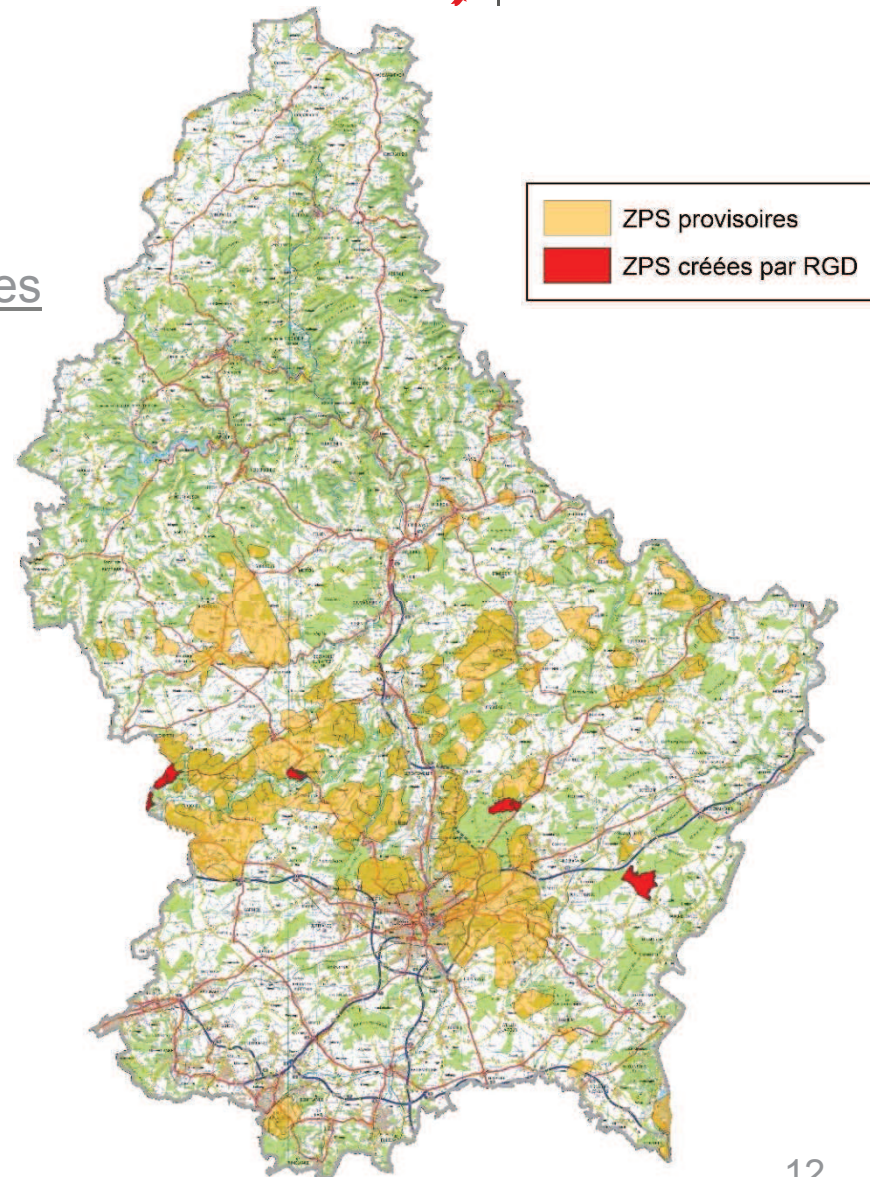


Schéma d'un séparateur d'hydrocarbures,
Société Techneau



- Le barrage d'Esch-sur-Sûre
- Les zones de protection des captages d'eau souterraine
 - ✓ Créées par règlement grand-ducal,
 - ✓ Provisoires
 - procédure publique en cours
 - étude hydrogéologique en cours





➤ Autres textes réglementaires concernant les zones de protection :

- ✓ Règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine

ANNEXE I

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 141

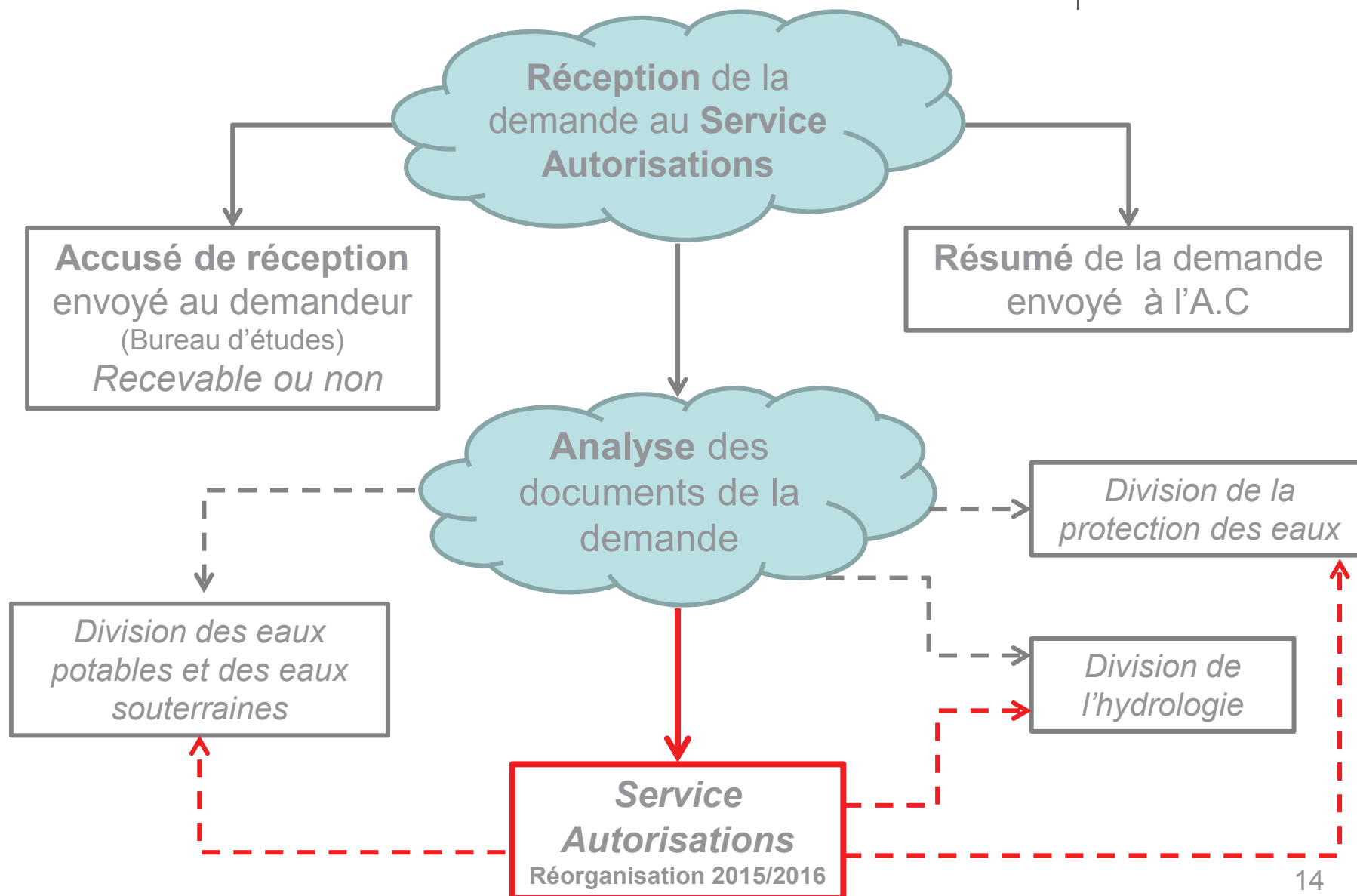
30 juillet 2013

	Zone II – V1	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec manèment et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
1.4 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation d'installations industrielles dans lesquelles des produits pouvant altérer la qualité de l'eau sont maniées (p. ex. raffineries, sidérurgie, industrie chimique, centrale énergétique)	-	-	-
1.5 Construction, extension substantielle ² , transformation substantielle ² et exploitation de conduites de transport pour substances pouvant altérer la qualité de l'eau, à l'exception des égouts et des conduites d'eaux usées	-	-	a
1.6 Lubrifiants et huiles de décoffrage	-	-	a

Procédures de demande d'autorisation (art. 24)



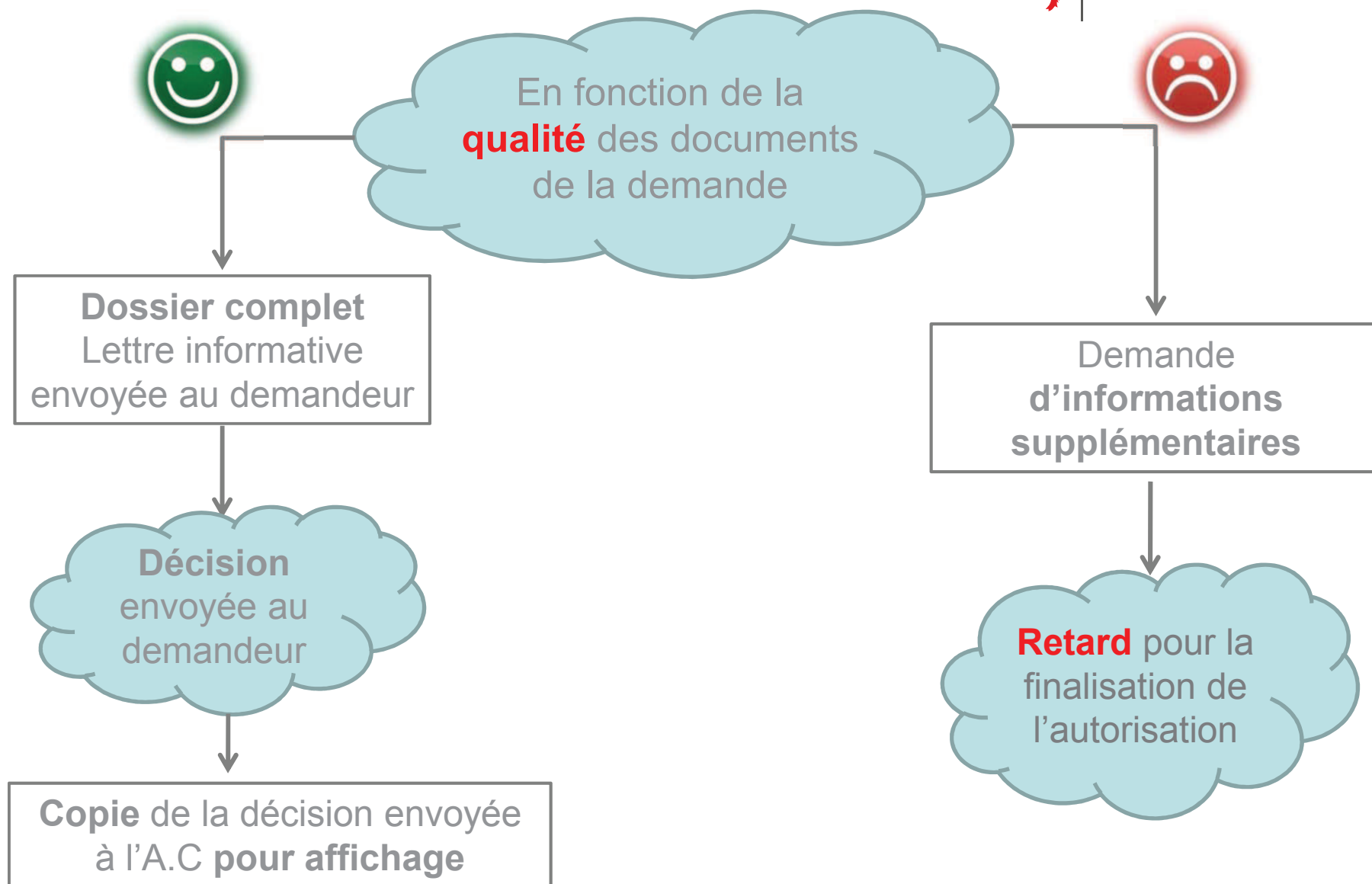
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Procédures de demande d'autorisation (art. 24)



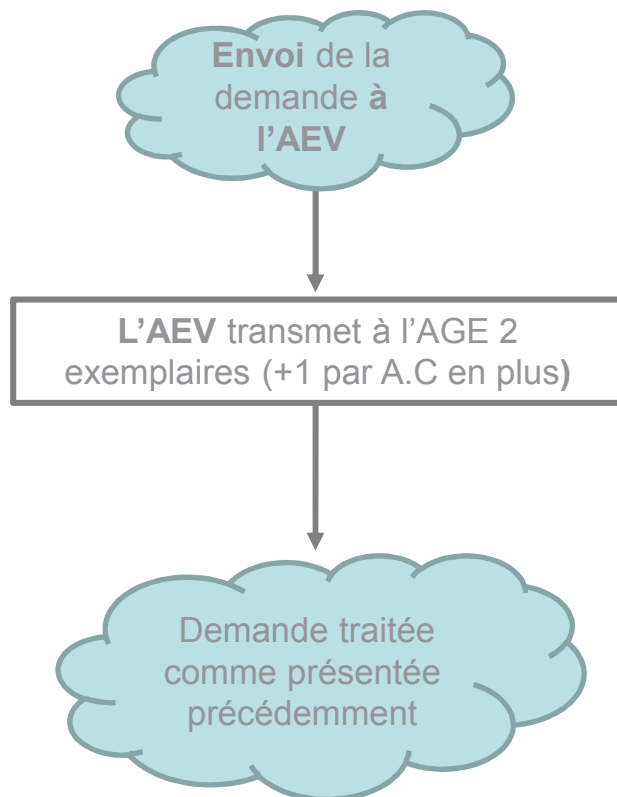
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



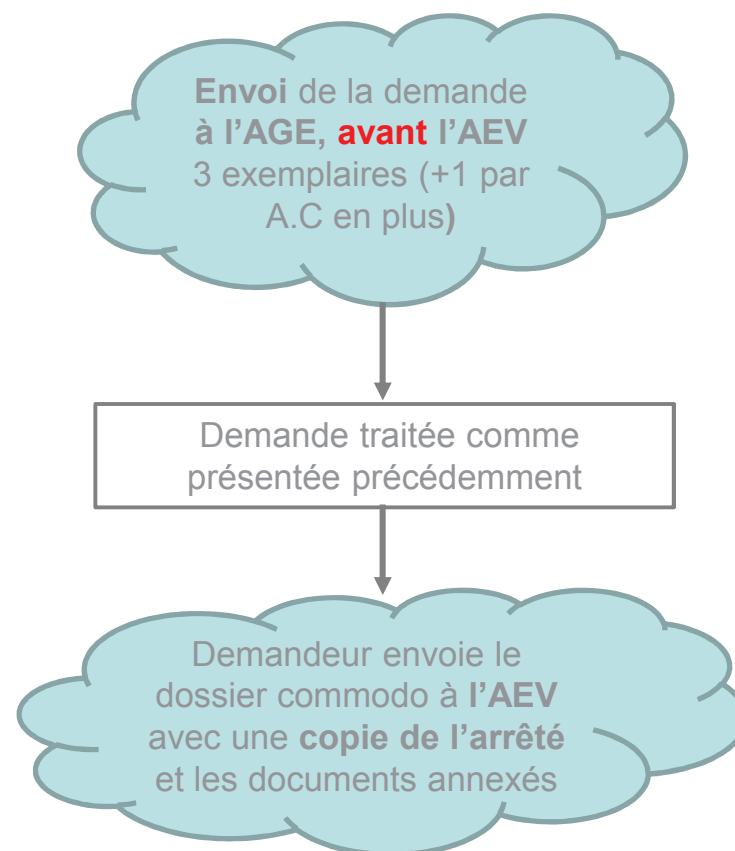


➤ Article 24 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau **pour les établissements classés**

✓ **Procédure classique commodo**



✓ **Autre possibilité (procédure AGE)**





➤ Chaque exemplaire doit contenir :

- ✓ Formulaire général F-AUT-GEN
- ✓ Autre formulaire selon la demande (par exemple F-AUT-FG pour les forages géothermiques),
- ✓ Mémoire explicatif,
- ✓ Extraits de la carte topographique (localisation) et du plan cadastral (indiquant les parcelles concernées),
- ✓ Documentation technique spécifique :
 - Calculs hydrauliques,
 - Calcul de la charge polluante en E.H,
 - Bassin de rétention ouvert/fermé ou fossé à ciel ouvert,
 - **Plans d'assainissement avec légende (canalisation E.P et E.U) avec indication des raccords des séparateurs de graisse/huile/hydrocarbures aux E.U et raccord des E.P au cours d'eau,**
 - Fiche technique du séparateur de graisse/huile/hydrocarbures,
 - Plan de situation, coupe, schéma, plan-type,
 - Photos,





➤ Refus ou autorisations

Possibilités de **recours** à introduire dans un délai de **40 jours à compter de la notification de la décision** par requête signée d'un avocat à la cour.

➤ Pour les autorisations → Arrêté ministériel

- ✓ **fixe les conditions** à respecter impérativement, qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles, des meilleures pratiques environnementales ;

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement Durable
et des Infrastructures

La Ministre

Autorisation N°. EAU/AUT/16/0XXX

La Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;
Vu la demande du 8 juillet 2016 présentée par XXX, 4, rue de XXX, L-XXX, au nom de YYY, 24, rue de YYY, L-YYY, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'exploitation d'une ZZZ à YYY ;
Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;
Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

YYY est autorisé à exploiter une ZZZ, selon les conditions suivantes :

Conditions générales

1. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau « XXX », une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

En ce qui concerne le traitement des eaux chargées en hydrocarbures

3. Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, et notamment celles en provenance de la zone de lavage, doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures NG10. Le séparateur d'hydrocarbures doit être conçu et réalisé selon les normes EN 856-1 et EN 856-2 ou une norme équivalente et de façon à ne pas dépasser dans l'effluent rejeté une teneur en hydrocarbures de 10 mg/L. Il doit être muni d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Il doit également être muni d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et la vérification du bon fonctionnement de l'installation. L'installation doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et vidangée aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme des déchets dangereux et sont à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.
4. Un certificat de réception de l'installation est à envoyer à l'Administration de la gestion de l'eau.
5. L'effluent du séparateur d'hydrocarbures ne doit provoquer aucune coloration ou formation de mousse dans la canalisation des eaux usées, et ne doit pas contenir de graisses, d'huiles ou d'autres substances nocives pour la faune et la flore aquatiques.



- Attente de l'autorisation **avant** le début des travaux
- Articles 23 et 61 de la loi relative à l'eau
 - ✓ en cas d'inobservation des conditions des autorisations (**mise en demeure, retrait de l'autorisation**, etc.)
 - ✓ **Sanctions pénales :**
 - amendes (jusqu'à 750 000 €)
 - emprisonnement (jusqu'à 6 mois)
- **Nouveau service «Inspection et contrôles»** créé en 2016



- Certaines activités/constructions → **soumises à autorisation** selon la loi modifiée du 19 décembre 2008
- Dossier de **qualité** → facilite le traitement
- **Réorganisation interne** 2015-2016 pour accélérer le traitement des demandes
- Attente de la **décision ministérielle** pour commencer les travaux, l'exploitation, etc.



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

Avez-vous des questions ?